

# Repair class de l'économie – Séance 1

## Réponses aux questions du « frigo »

### Crédit

Le crédit est indissociable de la monnaie, car dans la plupart des cas, il aboutit à créer de la monnaie (voir dia 14). Le crédit remplace la monnaie dans ses fonctions 1° d'intermédiaire des échanges et 2° de réserve de pouvoir d'achat. -> cette notion sera développée lors des séances de mai et juin.

Faire crédit, c'est ne pas exiger immédiatement le paiement et donc permettre que le paiement soit différé dans le temps. « Vous paierez dans 3 mois, 6 mois ou 1 an » = je vous fais confiance. Le crédit introduit un décalage entre le circuit réel de l'économie et 'son miroir' le circuit monétaire. Le crédit comme la monnaie s'inscrit dans un cadre réglementaire défini par l'Etat (dia 20), la banque centrale et les contrats avec les banques.

Les banques, lorsqu'elles font crédit demandent un intérêt. L'intérêt est le coût du crédit ou 'coût de l'argent'. Le crédit peut se faire sous forme de lettre de change, de chèque, de billets à ordre, de titrisation de facture, d'escompte, d'avance en compte, de prêt à tempérament,...

Une entreprise, au sens premier du mot, ne peut-elle pas aussi être financée par le **crédit** (emprunt)? Oui, l'entreprise peut être financée par le crédit accordé par les banques et par les travailleurs (dia 30 sur le capital). Elle peut également être financée par des actionnaires.

### Pension <> épargne => 3 piliers

La **pension** est une somme d'argent, une allocation versée périodiquement à quelqu'un pour une raison précise (pension alimentaire, de vieillesse, de retraite,...

Après la Seconde Guerre mondiale, les travailleurs ont conquis dans toute l'Europe le droit à une sécurité sociale qui couvre les risques sociaux comme le chômage, la vieillesse, la maladie, l'invalidité, les vacances annuelles,...

Dans certains pays, le droit à la sécurité sociale est ouvert par le travail (système 'Bismarck' en Belgique, Allemagne, France,...) ; dans d'autres, ce droit est ouvert par le fait d'être citoyen (système 'Beveridge' : Angleterre, Scandinavie,...)

En Belgique, en '45, on avait donc des régimes différents pour : les fonctionnaires, les indépendants, les mineurs, les marins, les salariés du privé, les bénéficiaires de la GRAPA (garantie de revenus aux personnes âgées).

Dans certains pays ou régimes on a privilégié

- Soit des pensions par **répartition** : la pension que je perçois provient directement des montants versés par les cotisants actuels -> système de solidarité intergénérationnelle immédiate ;
- Soit des pensions par **capitalisation** : le montant de pension que je reçois est le résultat des montants que j'ai épargnés et placés dans un fond de pension ;
- Et le plus souvent un mix des deux.

En Belgique et en France, l'essentiel des pensions de vieillesse versé provient de la **répartition**.

- **1<sup>er</sup> pilier** (système par répartition) : pension légale versée aux salariés, indépendants et fonctionnaires, financée par les cotisations sociales (du salaire socialisé) + une intervention de l'Etat (1/3 du budget de la sécu, soit 28Md€ - 2012).
- **2<sup>e</sup> pilier** (système par capitalisation, à partir de 1990) : pension financée dans le cadre de certaines entreprises par des cotisations complémentaires, souvent avec une CCT (convention collective de travail) au niveau du secteur ou de l'entreprise (IRP, institutions de retraite professionnelle) (7 Md€)
- **3<sup>e</sup> pilier** (système par capitalisation, à partir de 1990) : pension complémentaire individuelle (2Md€), épargne placée dans une institution financière (banque ou assurance sur la vie)

Donc, mes cotisations à l'ONP via l'ONSS (pension légale) ne sont PAS de l'épargne, par contre les versements à une assurance groupe (2<sup>e</sup> pilier) ou à une 'assurance vie' individuelle (3<sup>e</sup> pilier) sont de l'épargne placée.

La **sécurité sociale** pourrait faire l'objet d'une des séances de septembre à décembre.

## **Quel est le rôle de la Bourse des valeurs dans le financement des investissements productifs ?**

La Bourse est le marché où se traitent (vente et achat) des titres, actions et obligations, qui ont été admis au préalable à la cotation. Seuls les titres des grandes sociétés sont cotés en Bourse. La Bourse est une petite partie du marché financier. Elle ne joue pratiquement aucun rôle dans le soutien à l'investissement productif puisque si l'un achète un titre, l'autre vend. Le cours des titres monte et descend suivant l'offre et la demande, et l'essentiel de l'activité boursière est spéculative, spéculation à la hausse (on achète pour revendre plus tard à un cours augmenté) ou à la baisse (on vend pour racheter plus tard à un cours inférieur). Ce n'est que lors de l'émission avec augmentation de capital et introduction d'une nouvelle action ou obligation en bourse, que celle-ci joue un rôle dans le financement d'un investissement. NB : Il existe aussi une Bourse des matières premières (céréales, pétrole, métaux, ...) et des monnaies (\$, £, €, RNB,...).

## **Tout particulièrement dans le contexte actuel d'urgence climatique, ne faut-il pas adapter la production à la demande et non créer des besoins artificiels ?**

L'économie telle qu'elle fonctionne dans notre société n'a rien à faire des motivations, de la légitimité, de l'éthique, de la rationalité ou de la morale ou de l'amoralité des quantités achetées et vendues et de leur prix.

Les ménages travaillent et achètent pour satisfaire leurs besoins, et les entreprises visent à maximiser leur profit... Toutes les ressources de la sociologie, la psychologie, le marketing, la communication, le crédit peuvent être utilisées afin de 'créer des besoins artificiels' qui engendrent une demande solvable et un profit.

Je décomposerai cette question en plusieurs sous-questions :

- 1<sup>o</sup> Le système d'économie libérale de marché permet-il de répondre à la demande de toute la population ou permet-il seulement de satisfaire la demande qui est solvable et

donc laisse-t-il une partie de la population mondiale mourir de faim hors de sa logique marchande? Ne peut-on alors parler de dictature des marchés?

- 2° Le système du libre marché permet-il de prendre en compte la limitation des ressources de la planète (en air, eau, énergie fossile, ...) par exemple en créant un marché du CO<sub>2</sub>? Le système permet-il de faire des prévisions et des choix d'investissement à long terme? Et si non, les Etats sont-ils prêts à orienter et/ou relayer certains marchés par une planification minimale, inspirée par exemple des résultats des analyses du GIEC, et donc de suppléer ou de répondre aux manquements du marché?
- 3° L'ampleur des transitions et réorientations nécessaire, même dans le cadre d'une économie mixte, permet-elle de garantir une réelle prise de décision dans un cadre de démocratie politique (et comment?) ou cela nécessite-t-il un « despotisme éclairé » ou une « dictature verte »?

Ceci sera approfondi lors de cette séance du 26/02/2019.

Il ressort du livre de Tim Jackson que :

Toutes les incantations et inflexions apportées à l'économie vers une **économie du développement durable, y compris le recyclage de nos déchets** depuis le tournant du millénaire n'ont permis :

- ni de découpler la croissance économique de l'accroissement 1° des émissions de CO<sub>2</sub>, 2° de notre ponction des ressources minérales primaires ;
- ni de sortir de la cage du consumérisme compulsif ;
- ni de sortir du fétichisme de la marchandise.

Lors de son exposé du mardi 19 février, Jean-Marie Harribey a montré que la mise en place d'un marché du CO<sub>2</sub> pour essayer de faire payer les pollueurs a jusqu'à présent été un échec complet, car le prix en a été fixé beaucoup trop bas. À force de trop tenir compte de l'avis des braconniers, la mise en œuvre de la législation anti-braconnage n'a servi à rien.

**- Nous pouvons distinguer deux grands types de marchés.**

#### **Marchés réels**

- Les marchés de biens et services de consommation
- Les marchés de biens et services d'investissement  
Attention les biens d'investissements et les biens de consommation ne diffèrent PAS par leur nature mais par leur destination ou utilisation économique. Une auto est un bien de consommation durable pour le ménage qui l'achète ou la loue pour se déplacer, et la même auto est un bien d'investissement l'entreprise de location, pour un taximan ou une entreprise de transport.  
La farine est un bien de consommation pour le ménage, de production pour le boulanger !
- Les marchés du travail

#### **Marchés financiers**

- Les marchés de récolte de l'épargne
- Les marchés de financement des investissements
- Les marchés monétaires et du crédit
- Les marchés spéculatifs (la farine, dont question plus haut peut également faire l'objet de spéculation et être retirée et de la production du boulanger et de la consommation du ménage)

## **Il faut résister à la marchandisation des services publics (voir AGCS et TISA)**

Dans la société, il y a des biens et services fournis par le marché -> ce sont des marchandises (la valeur d'échange marchande est une négation de la valeur d'usage) ET des biens et services qui proviennent de la sphère non marchande (don 'gratuit' de la nature, produit des communs, de l'économie domestique, et les services publics) Le capitalisme par la recherche illimitée du profit a tendance à étendre son emprise (géographiquement et socialement) sur tous les secteurs de l'activité humaine, en commençant par ceux qui offrent les taux de profits les plus élevés. (Voir diapos sur l'accumulation du capital). Capitalisme à domination marchande ou commerciale -> industrielle -> capitalisme à domination financière -> cyber capitalisme et capitalisme vert ou de l'anthropocène?

Dans le cadre du Pacte social de l'après-guerre et de la logique économique keynésienne, l'Etat intervient dans l'économie pour pallier aux manques du marché et fournir des biens et services collectifs (des biens qui peuvent difficilement être individualisé et dont la production et la consommation est collective): assurer l'enseignement de base et la formation des travailleurs, fournir des moyens de communication (routes, trains, canaux, téléphone) assurer contre les risques sociaux (maladie, invalidité, vieillesse, chômage, ...) protéger l'épargne des travailleurs.

Avec la contre-révolution ultralibérale des années '80 et les P.T liés, le capitalisme a progressivement voulu privatiser et marchandiser partiellement ou totalement ces services pour en retirer du profit, abandonnant leur universalité. (le transport d'une lettre ou l'accès au téléphone et à l'eau potable doivent être au même prix pour tous les citoyens quel que soit leur situation).

Avec la mondialisation, la privatisation dans le cadre légal d'un pays ou d'un continent ne suffit plus et les Multinationales ont donc développé un cadre commercial mondialisé via le GATT. Ce type d'accord étant insuffisant ou « trop contraignant » et ayant été contré à Seattle, elles ont engagé via l'UE la négociation de traités comme le TTIP, le CETA ou le TISA. Ces traités visent essentiellement à faire sauter les contraintes éthiques ou écologiques qui pourraient limiter les profits et à sortir les MN du cadre du droit commercial étatique.

### **Si les moyens augmentent sans épargne, la logique capitaliste suppose que ça va de mieux en mieux, comme si les ressources étaient infinies, donc sans tenir compte des limites.**

Selon les courants de pensée économique, il y a prise en compte des limites ou pas.

Les économistes classiques (Adam Smith, Ricardo, Malthus, ...) reconnaissent qu'il y a trois facteurs de production (Terre, Travail, Capital=Moyens de production) ; ils reconnaissent donc la limitation de la terre, et ont donc montré comment cette limite impactait l'économie. Mais les économistes néo-classiques font par enchantement disparaître cette contrainte en imaginant qu'il peut y avoir substitution entre les 3 facteurs de production, autrement dit s'il n'y a plus du tout de terre disponible, on peut la remplacer par du capital.

C'est une des raisons pour lesquels la compatibilité entre la sauvegarde de la planète et le maintien du mode de pensée économique dominant dans un système d'accumulation capitaliste est mis en question !

## **Beaucoup de besoins élémentaires peuvent être satisfaits par les services, donc sans que la production fasse (trop) augmenter la pollution.**

Face au défi de la limitation des ressources naturelles (énergies fossiles et métaux) certains nient le problème. D'autres le reconnaissent et imaginent dans une illusion prométhéenne que la technique va apporter toutes les solutions. Beaucoup pensent qu'il est possible de découpler la croissance économique (augmentation des valeurs produites) de la croissance du contenu énergétique des biens et services produits et consommés. D'autres enfin estiment que ce n'est pas possible sans changer de paradigme et ils proposent comme Serge Latouche de diminuer la consommation d'énergies en acceptant la décroissance et en développant une « société d'abondance frugale ». Donc en remplaçant une bonne partie des satisfactions résultant de la possession privative de biens par une augmentation des services et / ou la mutualisation des biens dans une possession collective. Je n'ai plus besoin d'une auto ni d'un vélo car je peux partager l'auto ou le vélo qui appartient à la communauté (Coopérative, Ville, Région, ...)

## **D'autres travaux nécessaires doivent être mis en œuvre, notamment en vue d'une transition décroissante.**

Tous, nous sous-estimons l'urgence et l'ampleur des changements dans tous les domaines et en économie des investissements nécessaires pour essayer de ne pas dépasser l'augmentation de 2° de la température moyenne de la planète.

## **Syndicats adaptés**

Les syndicats organisent les travailleurs dans une entreprise, un secteur économique (la sidérurgie, les hôpitaux, les bus, ...) et ou au niveau interprofessionnel pour que la concurrence entre les individus soient réduites et que les conditions de travail (salaire direct et indirect, et les horaires, ...) soient définis collectivement. Ils négocient à ces différents niveaux avec des associations d'employeur.

L'analyse du marché du travail, du rôle des organisations syndicales et patronales, et de leur évolution dans le temps, leur adaptation aux transformations des conditions de travail suite à la mondialisation et à l'informatisation des processus peut faire l'objet d'une des séances de septembre à décembre.

## **Spécialisation des F.T.**

Le rêve des patrons aujourd'hui c'est de disposer de **polyvalents spécialistes**. Avec la contre-révolution ultralibérale des années '80, le progrès technique et la financiarisation de l'économie (remplacement des ingénieurs par des financiers), les patrons font tout pour flexibiliser le marché du travail et les travailleurs, et les syndicats luttent pied à pied pour limiter leurs excès, pour limiter la réelle précarisation du travail salarié. Cette flexibilisation et individualisation porte sur les fonctions (polyvalence) sur les contrats (intérimaires, CDD, faux-indépendants, free-lance) sur les salaires (fixe réduit et primes augmentées, salaire à la tâche,...) sur les temps de prestation (légal de 38h / semaine, mais les caissières, les travailleurs du nettoyage, ... ne peuvent avoir qu'un contrat de 28h ; avec les rythmes de travail imposé par les chaînes il y a suppression de tous les 'temps morts' qui sont souvent

aussi des temps de récupération). La raison est évidente, cela augmente directement le taux d'exploitation de la MO et le taux de profit (voir dia J. Gouverneur). L'analyse du marché du travail, peut faire l'objet d'une des séances de septembre à décembre.

## **Quel est le rôle des CA ou Conseils d'administration ?**

Le Conseil d'administration de l'entreprise est le nom donné à l'organe d'orientation de la gestion dans les SA, S Coop les ASBL. Le CA se réunit régulièrement (mois, trimestre) Cet organe est chargé par **l'Assemblée générale** des actionnaires ou des associés de prendre les décisions qui orientent la gestion de l'entreprise à moyen et long terme: investissements importants, orientation, restructuration, localisation, ... Ce sont donc les administrateurs qui peuvent infléchir la stratégie de l'entreprise. Ils peuvent prendre toutes les décisions qui ne doivent pas être soumises à l'Assemblée générale (au moins annuelle). Le CA délègue à l'administrateur délégué ou à différents directeurs la gestion quotidienne de l'entreprise.